

## Revalorisations salariales : Etat et partenaires sociaux se renvoient toujours la balle

« Hausses salariales : les coulisses d'un affrontement de moins en moins feutré », titre **L'Opinion**, racontant que depuis des mois, le patronat, les syndicats et l'Etat se renvoient la balle sur un sujet ravivé par l'embellie économique et les difficultés de recrutement. Dans la deuxième quinzaine de novembre ou début décembre, le ministère du Travail fera un point sur l'état des négociations dans les 15 branches qui emploient des travailleurs de la deuxième ligne. Par ailleurs, en décembre, **Elisabeth Borne** organisera une réunion sur la situation des branches qui affichent des rémunérations minimum inférieures au smic. Jusque-là, rapporte le quotidien, le patronat subit la pression de l'Etat trop heureux de détourner sur l'entreprise la demande de pouvoir d'achat, et des syndicats puisant dans l'embellie de l'activité de bonnes raisons de décrocher des hausses de salaires. Eux, ont le sentiment d'être assignés à comparaître devant un tribunal et soumis à des travaux en camp de rééducation. Les gardiens en sont les tableaux de la Dares qui distinguent les bons et les mauvais éléments. Les employeurs refusent donc une grande réunion tripartite où leurs juges, Etat et syndicats, les auraient condamnés par avance. Aujourd'hui, le ministère du Travail se félicite des résultats dans la logistique, le nettoyage, les fruits et légumes, la sécurité, mais Elisabeth Borne ouvre un deuxième front?: les branches dont les rémunérations minimales sont inférieures au smic. Enfin, le troisième front apparaît cet automne. Il se nourrit de la reprise de l'inflation, sensible en particulier sur le prix de l'énergie. Si les syndicats font monter la pression, c'est aussi parce qu'ils raisonnent boutique?: ils disent sentir monter la colère des salariés. Ils redoutent des irrptions type Gilets jaunes. (**L'Opinion**, p.10)